

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

.....  
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

.....  
SECRETARIAT GENERAL

.....  
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET  
DU PATRIMOINE

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

.....  
MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

.....  
SECRETARIAT GENERAL

.....  
DIRECTION OF FINANCIAL RESOURCES  
AND PATRIMONY

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 113-204 /AAMI/MINSANTE/SG/DRFP/  
~~DU 8 AOUT 2024~~ POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE DE REALISER  
L'ETUDE RELATIVE A LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE DANS LE SECTEUR DE LA  
SANTE AU CAMEROUN.

### FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC- EXERCICE 2024

Le Ministre de la Santé Publique, lance un Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt, à l'intention des Bureaux d'Études qui désirent participer à la pré-qualification en vue de réaliser une étude relative à la budgétisation sensible au genre dans le secteur de la santé au Cameroun.

Ces prestations seront financées par le Budget du Ministère de la Santé Publique au titre de l'Exercice Budgétaire 2024.

#### 1 – CONTEXTE GENERAL

Le Gouvernement de la République du Cameroun a adopté en 2009 une Vision de Développement à long terme qui définit le cadre général de planification ayant pour but de faire du Cameroun à l'horizon 2035 un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité. La Vision 2035 postule qu'à cet horizon temporel, le Cameroun atteigne le stade de Pays à Revenu Intermédiaire (PRI) de la tranche supérieure avec comme cibles intermédiaires : (a) d'atteindre un taux de croissance économique à deux chiffres, (b) d'atteindre le seuil de 25% comme part de la production manufacturière dans le Produit Intérieur Brut (PIB), (c) de réduire significativement la pauvreté en ramenant son incidence à moins de 10% en 2035, (d) de consolider le processus démocratique et de renforcer l'unité nationale dans le respect de la diversité. Le DSCE qui consacrait alors la première phase de la Vision 2035 sur la période 2010-2020 avait pour objectifs : (i) l'accélération de la croissance économique, (ii) la création des emplois formels, (iii) la réduction de la pauvreté et, (iv) l'amélioration de la Gouvernance. Il ressort notamment de la mise en œuvre du DSCE que : (1) le taux de croissance économique est resté largement en dessous des prévisions, (2) la structure sectorielle du Produit Intérieur Brut (PIB) ne s'est pas modifiée et la promotion des branches et filières industrielles demeure un défi, (3) le déficit structurel de la Balance Commerciale (BC) et de la Balance des Transactions Courantes (BTC) s'est aggravé, (4) l'informalité de l'activité économique s'est davantage accrue et le climat des affaires est à améliorer, (5) la situation de l'Etat de droit et la confiance en la justice se sont dégradées, (6) la définition des besoins et profils de postes de travail dans les administrations et les

entreprises publiques reste préoccupante. Des principaux enseignements à tirer du DSCE, on peut mentionner la faible intégration des filières d'activités économiques, la forte dépendance aux technologies, biens et services importés, les résultats globalement insuffisants des programmes de promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME), les carences de l'environnement des affaires notamment en ce qui concerne l'architecture juridique y afférente.

Plus spécifiquement en matière de santé, les efforts consentis par le Gouvernement de la République, notamment dans la couverture vaccinale des enfants de 12 à 23 mois et la gratuité des soins contre le paludisme pour tous les enfants de moins de 5 ans ont permis d'améliorer certains indicateurs clés de ce secteur. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance est passée de 51,4 ans en 2009 à 56 ans en 2017 ; le taux de mortalité infantile (0 à 1 an) est passé de 62 pour 1 000 en 2011 à 48 pour 1 000 en 2018. Le taux de mortalité infanto-juvénile (de 0 à 5 ans) s'est amélioré en passant de 122 pour 1 000 en 2011 à 79 pour 1 000 en 2018, ainsi que le taux de mortalité maternelle qui est passé de 782 décès pour 100 000 naissances vivantes sur la période 1997-2004, à 484 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2018. Quant à la proportion des accouchements assistés, elle est passée de 63,6% en 2011 à 69% en 2018. En outre, la prévalence du VIH/Sida est passée de 5,5% en 2004 à 3,4% en 2018.

Depuis le début des années 2000, et notamment dans le cadre du projet intitulé « Renforcement des capacités des mécanismes nationaux de promotion de la femme », la Division de la Promotion de la Femme du Département des Affaires Economiques et Sociales de l'Organisation des Nations Unies organise des formations sous-régionales notamment en Afrique de l'Ouest, sur l'« intégration du genre dans la planification et la budgétisation nationales ». Pour ce qui est de l'historique de ce projet, signalons qu'en adhérant au Programme d'action de Beijing, adopté en 1995 à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, les Gouvernements des pays signataires ont accepté l'égalité des sexes et l'émancipation de la femme en tant que principes fondamentaux du développement humain durable. Ils se sont donc engagés à intégrer transversalement le « genre » dans tous leurs efforts de développement et à appliquer des politiques et programmes spécifiques visant à réduire les inégalités entre femmes et hommes. Cette stratégie à double voie est appelée « intégration du genre ». L'intégration du genre implique une analyse des politiques et programmes en vue de définir s'ils affectent différemment les femmes et les hommes et leur ajustement afin de garantir que les actions contribuent à atteindre l'objectif de l'égalité des sexes. À sa quarante-troisième session, en 1999, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies a étudié les mécanismes nationaux de promotion de la femme et a reconnu dans ses conclusions concertées que, pour qu'ils soient efficaces, « ces mécanismes doivent être dotés de mandats clairs, situés au niveau le plus élevé possible et tenus de rendre des comptes; il faut qu'ils agissent en partenariat avec la société

*civile, le processus politique devant être transparent, les ressources financières et humaines suffisantes et la volonté politique forte et soutenue » (E/1999/27, sect. B, projet de résolution IV, chap. II, par. 4).*

Aux Nations Unies, la Division pour la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales est responsable de l'application des textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la suite donnée à la Conférence. Elle a créé une base de données concernant les mécanismes nationaux de promotion de la femme. Ces données sont mises à jour régulièrement et, selon les chiffres les plus récents, des mécanismes nationaux de promotion de la femme ont été mis en place dans 155 pays.

Outre le soutien qu'elle apporte aux organismes intergouvernementaux dans le cadre de la suite donnée à la Conférence, la Division coopère avec les mécanismes nationaux de promotion de la femme et d'intégration du genre afin de renforcer leur capacité d'application des recommandations de la Conférence. Parmi ses activités de soutien, elle a organisé, sous l'égide du Compte pour le développement, une série d'ateliers dans le cadre d'un projet intitulé « Renforcement des capacités des mécanismes nationaux de promotion de la femme » afin de promouvoir l'égalité des sexes dans les pays d'Afrique. Onze pays pilotes sont concernés, à savoir le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Rwanda, le Swaziland et le Tchad. Le thème retenu pour les ateliers est l'« intégration du genre dans la planification et la budgétisation nationales » (ou la sexospécificité).

En ce qui concerne spécifiquement le Cameroun, le diagnostic relève entre autres, que :

(a)-Pour ce qui est des mécanismes et procédures pour l'intégration du genre, le pays dispose depuis 1984 d'un Ministère en charge de la condition féminine qui collabore étroitement avec les Ministères en charge de la planification et des investissements publics, la Primature et le Ministère en charge du budget. Ces ministères disposent de points focaux pour les questions de genre nommés par arrêté ministériel. Théoriquement, les salaires à la fonction publique sont les mêmes pour les femmes que pour les hommes selon les différentes catégories. Cependant, il n'y a pas de politique de recrutement de femmes dans le cadre de l'égalité de chances et la proportion de femmes au niveau du Gouvernement reste faible. Les femmes accèdent difficilement à des niveaux élevés de prise de décision. Certaines procédures clefs ne sont pas sensibles au genre. Par exemple, quand les deux membres d'un couple sont fonctionnaires, l'allocation familiale est généralement versée sur le compte du mari. Par contre, depuis la suppression de l'autorisation maritale, les femmes fonctionnaires ont plus facilement accès à la formation continue. La compréhension du concept genre et de ses différentes implications reste très variable au niveau national et cela pose le problème véritable de sa prise en compte dans les processus de planification et de budgétisation. Il existe peu de plans de formation pour les questions de genre. Il y

a au niveau de l'Université de Buéa un Département traitant des questions de genre qui joue un rôle important dans la formation des cadres nationaux.

**(b)-Concernant le genre dans la planification et la budgétisation, l'engagement politique est assez présent dans tous les discours du Président de la République. L'égalité entre femmes et hommes est un des objectifs de la politique nationale (option gouvernementale sur instruction du Président de la République). Les dispositifs au niveau de la planification (grandes orientations et priorités de l'État), les stratégies de réduction de la pauvreté et les stratégies sectorielles constituent des opportunités. Les plans et stratégies sectoriels sont les bases essentielles de la planification et de la budgétisation. Les conférences budgétaires et les pré-conférences interministérielles, qui constituent des étapes clés de la préparation du budget et des cadres d'échange favorables pour la prise en compte du genre, sont surtout articulées autour de la circulaire du chef de l'État définissant les orientations et de la lettre du Premier Ministre Chef du Gouvernement indiquant l'enveloppe budgétaire du Ministère ainsi que les priorités du processus budgétaire (en préparation). Mais actuellement, le schéma directeur qui définit le processus de planification et de budgétisation (en sept étapes) n'est pas clair en ce qui concerne les questions de genre. Les difficultés de prise en compte du genre au niveau du budget sont surtout liées à la gestion de la transversalité. Le genre n'est pas intégré dans les politiques fiscales et monétaires. Les contributions différentes des femmes et des hommes ne sont pas appréhendées en tant que telles dans le processus de budgétisation. Les contributions fiscales et économiques des femmes ne sont pas toutes prises en compte dans les recettes nationales. Les indicateurs utilisés restent très macroéconomiques et quantitatifs et n'intègrent pas des aspects qualitatifs plus susceptibles de mettre en relief les inégalités et les contributions réelles des femmes et des hommes à l'économie du pays.**

**(c)-Relativement à la notion de genre dans les programmes et projets de développement, plusieurs projets spécifiques destinés aux femmes ont été créés directement par le Ministère en charge de la condition féminine ou par les ministères sectoriels, surtout dans les cadres de la sécurité alimentaire, de la santé pour tous et du développement communautaire, et il existe plusieurs centres de promotion de la femme et de technologies appropriées (visant la réduction de la pénibilité du travail des femmes). A cela, il faut ajouter le microcrédit dans les villages à partir des économies des associations féminines. Ces projets restent assez dépendants du financement des partenaires du développement et des bailleurs. Pour l'exécution des programmes et projets, les mécanismes actuels d'attribution des marchés font appel à la concurrence et ne sont pas discriminatoires de jure. Les textes sont a priori neutres en termes de genre. De facto, les conditions d'attribution sont sources d'inégalités car elles ne tiennent pas compte de la situation désavantagée des femmes.**

Suite à ce diagnostic, le Cameroun s'est fixé comme but stratégique l'intégration du genre dans l'exercice budgétaire dès 2005. Un objectif intermédiaire est d'assurer la perspective genre dans la mise en oeuvre des stratégies sectorielles pour l'exercice 2004. Le renforcement des capacités institutionnelles en genre est une ligne stratégique prioritaire. Pour atteindre ce but, les participant(e)s ont proposé les actions suivantes :

- (i)-Elaboration d'un document de vulgarisation du genre pour mieux expliciter le concept, l'approche et les différents instruments d'analyse ;
- (ii)- Elaboration de programmes de formation pour les questions de genre et sélection de groupes cibles tels que les Ministères des finances, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la planification et de l'économie) ;
- (iii)-Sensibilisation par un dialogue des structures politiques représentatives, des groupes de pression, de la société civile et des populations à la base ;
- (iv)-Mise en place d'un mécanisme de coordination et de suivi de la mise en oeuvre des stratégies sectorielles dans l'optique de l'intégration du genre dans le budget de 2005 ;
- (v)-Evaluation pour relever les points faibles et les points forts de l'intégration ;
- (vi)-Amélioration du schéma directeur dans la perspective « genre » ;
- (vii)-Intégration du genre dans l'élaboration du budget de 2005.

Le suivi de cette démarche prévoyait qu'une attention particulière soit portée sur l'atteinte de l'objectif spécifique et la réalisation de l'objectif intermédiaire. Toutefois, cette initiative n'a pas prospéré.

En 2021 (mars, avril et septembre), le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'Afrique Centrale (AFRITAC) a été aux côtés du Gouvernement Camerounais pour l'identification des points d'entrée de la **Budgétisation Sensible au Genre (BSG)** dans le processus budgétaire. A cette occasion, des outils pour la **BSG**, l'architecture globale du **Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG)** a été arrêtée en priorisant l'établissement des liens essentiels entre le budget et la réduction des inégalités du genre. Cela a également été l'occasion de procéder à une analyse de la prise en compte du genre au niveau des budgets ministériels. En outre, l'analyse budgétaire établie par les Administrations pilotes, cantonnée initialement dans l'examen des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sous un prisme genre explicite, a été approfondie et élargie à l'ensemble des déterminants de la dépense. Les équipes d'AFRITAC ont également procédé à la revue de la méthodologie de classification et de catégorisation des dépenses selon la sensibilité genre développée par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF), sur la base de meilleures pratiques internationales en privilégiant l'auto-évaluation menée par chaque Administration sectorielle qui dispose d'une connaissance fine de sa planification et sa programmation (marquage ex-

ante) et des éléments relatifs à l'exécution (marquage ex post). Cet appui d'AFC a permis aux autorités camerounaises de produire, pour la première fois, comme annexe au projet de loi de finances 2022, un Document Budgétaire Sensible au Genre qui devait, au fil des années, monter davantage en qualité pour documenter les politiques en matière de réduction des inégalités sur le genre. A ce sujet, AFC a mis en exergue des recommandations et indications dans ce sens.

Depuis 2020, le Cameroun s'est engagé dans sa nouvelle Stratégie Nationale de Développement pour la Transformation Structurelle et le Développement Inclusif (SND30). La SND30 repose sur trois (03) orientations fondamentales, à savoir : (a) un mix entre import/substitution et promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'Economie nationale ; (b) un Etat stratège et pragmatique qui met en place les facilités pour l'émergence du secteur privé comme principal moteur de la croissance économique et réalise des interventions ciblées dans des secteurs hautement stratégiques ; (c) une articulation entre planification indicative et planification impérative combinant le format assez contraignant de la planification quinquennale et celui indicatif de la planification stratégique. Les objectifs globaux de la SND30 sont notamment de : (i) mettre en place les conditions favorables à la croissance économique et l'accumulation de la richesse nationale et veiller à obtenir les modifications structurelles indispensables pour l'industrialisation du pays ; (ii) améliorer les conditions de vie des populations et leur accès aux services sociaux de base en assurant une réduction significative de la pauvreté et le sous-emploi ; (iii) renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques et la gestion environnementale pour garantir une croissance économique et un développement social durable et inclusif.

Pour atteindre ces objectifs, les priorités du Gouvernement porteront notamment sur l'industrie de l'énergie, l'agro-industrie, le numérique, les filières Forêt-Bois, Textile-Confection-Cuir, Mines-Métallurgie-Sidérurgie, Hydrocarbures-Pétrochimie-Raffinage, Chimie-Pharmacie et Construction - Services - Professionnels - Scientifiques – Techniques et les services non financiers.

La SDN30 arrive dans un contexte où les contraintes ci-haut relevées et qui ont constitué de sérieuses pesanteurs à l'atteinte des objectifs du DSCE ne sont pas levées :

- L'Economie Camerounaise continue de faire face aux implications néfastes de la crise sanitaire du Coronavirus-19 (COVID-19),
- Le pays est en crise d'endettement et est rentré sous un nouveau Programme d'Ajustement Structurel avec le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC). Ce nouveau Programme Economique et Financier (PEF) qui offre notamment des appuis budgétaires pour restaurer l'équilibre des finances publiques s'articule autour de cinq piliers à savoir: (1) atténuer les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie du Covid-19 tout en assurant la viabilité intérieure et extérieure ; (2) renforcer la bonne gouvernance et

renforcer la transparence et le cadre de la lutte contre la corruption ; (3) accélérer les réformes budgétaires structurelles afin de moderniser les administrations fiscales et douanières, de mobiliser les recettes, d'améliorer la gestion des finances publiques, d'accroître l'efficacité des investissements publics et de réduire les risques budgétaires liés aux entreprises publiques ; (4) renforcer la gestion de la dette et réduire les facteurs de vulnérabilité liés de la dette ; et (5) mettre en œuvre des réformes structurelles pour accélérer la diversification économique, renforcer la résilience et l'inclusion financière et promouvoir l'égalité des genres et une Economie plus verte,

Il nous semble important de préciser que dans la filière Chimie-Pharmacie l'objectif de la SND30 est de bâtir une industrie chimique et pharmaceutique locale compétitive, intégrée à l'économie camerounaise, pour servir le marché national et régional. Les principales orientations retenues sont: (i) la promotion, par la commande publique et par d'autres voies appropriées, un tissu industriel de PME innovantes, dynamiques et en croissance dans la filière chimie-pharmacie et favoriser leurs synergies par des regroupements en clusters sectoriels et territoriaux ; (ii) le développement dans le cadre de la filière intégrée hydrocarbures-raffinage d'un segment aval de production des matériaux chimiques de base et polymères à des coûts compétitifs; (iii) le développement dans le cadre des filières intégrées l'huile de palme et le caoutchouc, des segments permettant d'alimenter en produits de base les industries cosmétiques et l'oléo-chimie ; et (iv) développer l'industrie pharmaceutique.

Compte tenu de ce qui précède et au regard du rôle majeur assigné au Ministère de la Santé Publique (MINSANTE) dans la SND30, en l'occurrence dans le secteur de la santé, et au regard des missions du MINSANTE, il devient nécessaire de mettre en œuvre la politique de budgétisation genre-sensible en santé dans les Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) de ce Département Ministériel.

Il semble important de rappeler que la loi 2007/006 du 26 Décembre 2007 portant régime financier de l'Etat institue la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) des ressources publiques par l'introduction du Budget-Programme structuré autour des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Cette loi en son article 18, alinéa 3, consacre l'institutionnalisation du Budget-Programme qui est un outil de gestion des finances publiques consistant à élaborer, présenter et exécuter la loi de finances sur la base de Programmes Budgétaires qui répondent à la demande sociale de politiques publiques dans le champ de compétence du Département Ministériel. Dans ce sillage, l'implémentation du Budget-Programme est structurée autour d'une chaîne de responsabilité qui commande des évaluations régulières des progrès accomplis dans la marche vers l'atteinte des objectifs. Par ailleurs, la circulaire N° 00000006/C/MINFI du 30 décembre 2022 portant instruction relative à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2023 a, entre autres, comme axes majeurs : (i) la conformité des engagements des dépenses du Budget d'Investissement

Public y compris les ressources transférées au titre de la décentralisation, et (ii) le suivi-évaluation de la performance des programmes budgétaires ainsi que des autres programmes et projets.

## **2 – OBJET DE L'AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERÊT**

Le présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet la présélection des prestataires devant participer à l'Appel d'Offres Restreint en vue de l'élaboration de la Stratégie de Budgétisation Sensible au Genre en matière de santé au Cameroun.

## **3 – FINANCEMENT ET ALLOTISSEMENT**

Le financement des prestations susvisées sera supporté par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Santé Publique de l'exercice 2023, et est constituée en un seul lot.

## **4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations à fournir sont :

- Le rapport de l'état des lieux sur l'existant en matière de budgétisation sensible au genre en santé ainsi que sur l'environnement dans lequel elle évolue ;
- Le rapport du diagnostic de l'existant en matière de budgétisation sensible au genre en santé ainsi que sur l'environnement dans lequel elle évolue ;
- Le rapport sur les choix stratégiques de budgétisation genre sensible en santé et de nouveaux axes d'intervention et une restructuration des acteurs du système de santé en tenant compte de l'architecture institutionnelle (cadre administratif, juridique et légal) du Cameroun, des structures socioéconomiques et contraintes diverses auxquels le pays doit simultanément faire face ; et du mécanisme de suivi-évaluation y relatif ;
- Un rapport portant sur les propositions des axes de révision de la politique de budgétisation sensible au genre au regard du Cadre Stratégique de Performances (CSP) et de la Cartographie des Programmes du MINSANTE.

## **5- PARTICIPATION ET ORIGINE**

Le présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) s'adresse aux Bureaux d'études installés au Cameroun, disposant des ressources nécessaires et justifiant d'une expertise avérée dans la réalisation des prestations similaires.

De manière spécifique, les qualifications ci-après sont requises :

- Être un bureau d'étude agréé et en règles avec l'administration fiscale ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :

- Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point 5 ci-dessous ;
- Disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;
- Justifier d'une bonne expérience dans la réalisation des projets similaires

## **6 – DOSSIER DE CANDIDATURE**

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) parties, rédigées en français ou en anglais, produits en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marquées comme tels, contenues dans une enveloppe fermée et scellée, ne comportant ni cachet, ni indication sur l'identité du soumissionnaire. La première enveloppe dite « enveloppe A » portera la mention « Pièces administratives » et contiendra les documents ci-après :

### **6-1 « Enveloppe A : Dossier Administratif »**

<b>PIECE N°</b>	<b>DESIGNATION</b>
A1	L'accord de groupement, le cas échéant ;
A2	Le pouvoir de signature, le cas échéant ;
A3	Une attestation de conformité fiscale délivrée par l'administration fiscale datant de moins de trois mois ;
A4	Une attestation de non-faillite délivrée par les Greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du soumissionnaire (original) ;
A5	Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire (original) ;
A6	Une attestation de non-exclusion temporaire ou définitive des marchés publics, délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics (original).
A7	Une attestation pour soumission CNPS (original) datée de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;
A8	Le registre de commerce;
A9	Attestation d'immatriculation timbrée ;
A10	Plan de localisation signée sur l'honneur.

NB : l'absence ou la non-conformité de l'une des pièces suscitées entraînera l'élimination du candidat. Ces pièces pourraient être produites en photocopies certifiées conformes par les services émetteurs desdites pièces.

### **6-2 « enveloppe B : Dossier TECHNIQUE »**

La deuxième enveloppe dite « enveloppe B » portera la mention « offre technique ». Elle contiendra tous les documents relatifs à la compétence et aux références générales des soumissionnaires placés dans l'ordre indiqué dans le tableau suivant :

N°	DOCUMENTS ET METHODOLOGIE
B1	Références du Bureau d'Etudes Techniques (BET) : le candidat présentera les références tout en précisant la liste des domaines de sa spécialisation, de son expérience pour les prestations prévues dans le présent avis au cours des dix (10) dernières années. Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants : - le nom du Maître d'Ouvrage ; - les copies de l'extrait des contrats signés (première et dernière pages) ; - le lieu d'exécution du projet ; - la copie du procès-verbal de recette technique ou le certificat de bonne exécution délivré par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin, le nom du Chef de Mission du projet.
B2	Une note méthodologique : cette note méthodologique, qui est une note d'orientation stratégique, décrit la démarche à suivre pour la réalisation desdites prestations ; les étapes de la démarche à suivre ; Chronogramme d'exécution de la mission : le BET devra proposer le chronogramme détaillé des activités à mener pour la réalisation des prestations.
B3	<p><b>PERSONNEL CLE</b></p> <p>Les Cabinets d'Etudes, Groupements de Consultants Associés ou du Bureau d'Etudes Techniques (BET) doivent disposer d'une équipe pluridisciplinaire d'Experts possédant des connaissances avérées dans le domaine de cette prestation et doivent justifier d'une disponibilité effective pendant la durée de la mission. L'équipe sera constituée d'un personnel-clé spécialisé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un chef de mission : Economiste ou Statisticien (Bac+5 ou plus) ayant au moins dix (10) années d'expérience générale et cinq (05) dans le domaine des études de budgétisation</li> <li>➤ Un expert économiste senior : Il devra être titulaire d'un MBA ou en tout cas être diplômé en économie (de préférence Bac + 5 ou équivalent), avec une spécialisation ou une expérience en économie d'entreprise. De plus, il devra justifier d'une expérience au Cameroun, dans la mise en place des politiques publiques de financement</li> <li>➤ Un expert en statistique : Ingénieur (Bac+3 ou plus) ayant au moins dix (10) années d'expérience générale et cinq (05) dans le domaine des études de financement et/ou genre;</li> <li>➤ Un expert en Genre : Ingénieur ou équivalent (Bac+3 ou plus) ayant au moins dix (10) années d'expérience générale et cinq (05) dans le domaine des études du genre;</li> <li>➤ Un Economiste de la santé: Ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale et trois(03) dans le domaine des études en santé ;</li> <li>➤ Un Démographe : Universitaire de niveau (Bac+3) ayant au moins cinq (05) années d'expérience générale et trois(03) dans le domaine des études en sciences sociales</li> </ul>
B4	<p><b>Matériel, moyens logistiques</b></p> <p>Le candidat donnera la liste des moyens techniques et matériels à mettre en place et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un véhicule de liaison;</li> <li>- Des ordinateurs</li> <li>- Une imprimante</li> <li>- Logiciels de calcul et de cartographie ;</li> <li>- Matériel de bureau,</li> <li>- Consommables informatiques;</li> </ul>

## 7. Critères d'évaluation des dossiers

### 7.1 Critères éliminatoires

- Dossier technique non-conforme ou incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100.

### 7.2 Critères essentiels

- 1- Présentation de l'offre : 2 pts
- 2- Méthodologie : 25 pts
- 4- Expérience du cabinet dans les travaux similaires : 10 pts

5- Expérience des Experts affectés à la mission : 60 pts

6- Liste du matériel justifié : 3 pts

Seuls les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) points sur cent (100), seront pré-qualifiés pour les appels d'offres nationaux restreints subséquents

**Grille de notation**

Le dossier technique sera évalué sur 100 points suivant la grille de notation ci-après :

N°	CRITERES D'EVALUATION	REPARTION	NOTATION	
			POINT	SOUS TOTAL
1	Références du BET	Expérience générale dans les Etudes (2 pts/contrat)	2	10
		Expérience spécifique du BET par rapport à la mission (prestations similaires) (au moins deux projets) :	8	
2	Méthodologie	Note méthodologique	10	25
		Compréhension de la mission	5	
		Chronogramme de mobilisation du personnel	5	
		Chronogramme des activités	5	
<b>PERSONNEL A ENGAGER POUR LA MISSION</b>				
3	Chef de mission	Economiste ou Statisticien	2	10
		05 ans d'expérience au moins dans le domaine des études de budgétisation	2	
		Avoir déjà participé à au moins trois projets similaires (2 pts /projets)	6	
4	Un expert économiste senior	Bac+05 ou plus en économie avec spécialisation en économie de la santé	2	10
		01 an d'expérience en économie des politiques publiques	2	
		Avoir déjà dirigé au moins trois projets similaires (2 pts /projets)	6	
5	Un expert en Statistique	Bac+03 ou plus	2	10
		05 ans d'expérience au moins dans le domaine d'étude de financement/genre	2	
		Avoir déjà participé à au moins trois projets similaires (2 pts /projets)	6	
6	Un expert en Genre	(bac+3 ou plus)	2	10
		Cinq (05) ans d'expérience au moins dans le domaine des études du genre	2	
		Avoir déjà dirigé au moins trois projets similaires (2 pts /projets)	6	
7	Un Economiste de la santé	Bac+5 en Sciences Economiques	2	10
		Ayant au cinq (05) années d'expérience générale et trois (03) dans le domaine des études en santé	2	
		Avoir déjà dirigé au moins trois projets similaires (2 pts /projets)	6	
8	Un Démographe	Niveau Bac+3	2	

		Ayant au cinq (05) années d'expérience générale et trois (03) dans le domaine des études en sciences sociales	2	10
		Avoir déjà dirigé au moins trois projets similaires (2 pts /projets)	6	
9	Moyens logistiques et techniques du consultant	Un véhicule de liaison ;	1	3
		Logiciels de calcul et de cartographie ;	1	
		Matériels de bureau, matériel informatique ;	1	
10	Présentation du dossier	Sommaire général	1	2
		Pièces classées dans l'ordre du sommaire	0.5	
		Intercaler couleur autre que le blanc	0.5	
Total			100	100

### 8 - DEPOT DES DOSSIERS

Chaque dossier de manifestation d'intérêt comprend : le volume 1 (dossier administratif) et le volume 2 (dossier technique) rédigés en français ou en anglais et en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et trois (04) copies, devra parvenir à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine du Ministère de la Santé Publique, Tél : +237 22.22.10.21, au plus tard le 04 SEPT 2024, heure locale, et déposé contre décharge. Les dossiers administratif et technique doivent être placés dans une enveloppe unique portant la mention :

*D13-2014*  
 « AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° \_\_\_\_\_/AAMI/MINSANTE/SG/DRFP  
 DU 08/08/2024 POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES CHARGE DE REALISER L'ETUDE  
 RELATIVE A LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE AU  
 CAMEROUN »

### 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine du Ministère de la Santé Publique, Tél/FAX. : +237 22.22.10.21, dès publication du présent avis.

Yaoundé, le 08 AOUT 2024

Le Ministre de la Santé Publique

#### Ampliations :

- MNP (pour information)
- MINSANTE/CAB-
- SG/MINSANTE
- ARMP (JDM)
- DRFP (Pour archivage)
- Service des marchés (pour affichage)



*D<sup>r</sup> Mameunda Melachie*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

.....  
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIC

.....  
SECRETARIAT GENERAL

.....  
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU  
PATRIMOINE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

.....  
MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

.....  
GENERAL SECRETARIAT

.....  
DIRECTION OF FINANCIAL RESOURCES AND  
PATRIMONY

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST <sup>13-2024</sup> FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO CARRY OUT A STUDY ON GENDER BUDGETING IN THE HEALTH SECTOR IN CAMEROON.

### FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET - FISCAL YEAR 2024

The Minister of Public Health is launching a Call for Expressions of Interest for consultancy firms wishing to participate in the pre-qualification for a study on gender budgeting in the health sector in Cameroon.

These services will be financed by the budget of the Ministry of Public Health for the 2024 financial year.

#### 1 - GENERAL CONTEXT

In 2009, the Government of the Republic of Cameroon adopted a Long-Term Development Vision which defines the general planning framework with the aim of making Cameroon an emerging, democratic country united in its diversity by 2035. Vision 2035 postulates that, by 2035, Cameroon will have reached the upper middle-income country (MIC) stage, with the following intermediate targets: (a) to achieve double-digit economic growth, (b) to reach the threshold of 25% of Gross Domestic Product (GDP) from manufacturing production, (c) to significantly reduce poverty to less than 10% by 2035, (d) to consolidate the democratic process and strengthen national unity while respecting diversity. The objectives of the DSCE, which established the first phase of Vision2035 over the period 2010-2020, were to: (i) accelerate economic growth, (ii) create formal jobs, (iii) reduce poverty and (iv) improve governance. The implementation of the DSCE has shown that: (1) the rate of economic growth has remained well below forecasts, (2) the sectoral structure of Gross Domestic Product (GDP) has not changed and the promotion of industrial branches and sectors remains a challenge, (3) the structural deficit in the Trade Balance (BC) and the Current Account Balance (BTC) has worsened, (4) the informality of economic activity has increased further and the business climate needs to be improved, (5) the rule of law and confidence in the justice system have deteriorated, (6) the definition of needs and job profiles in government departments and public enterprises remains a cause for concern. The main lessons to be drawn from the DSCE include the low level of integration of economic activity sectors, the high level of dependence on imported technologies, goods and services, the

generally inadequate results of programmes to promote small and medium-sized enterprises (SMEs), and the shortcomings of the business environment, particularly as regards the related legal architecture.

More specifically in terms of health, the efforts made by the Government of the Republic, particularly in terms of immunisation coverage for children aged 12 to 23 months and free malaria treatment for all children under 5, have helped to improve certain key indicators in this sector. Life expectancy at birth rose from 51.4 years in 2009 to 56 years in 2017; the infant mortality rate (0-1 year) fell from 62 per 1,000 in 2011 to 48 per 1,000 in 2018. The infant mortality rate (0-5 years) improved from 122 per 1,000 in 2011 to 79 per 1,000 in 2018, as did the maternal mortality rate, which fell from 782 deaths per 100,000 live births between 1997 and 2004 to 484 deaths per 100,000 live births in 2018. The proportion of assisted births rose from 63.6% in 2011 to 69% in 2018. In addition, the prevalence of HIV/AIDS fell from 5.5% in 2004 to 3.4% in 2018.

Since the early 2000s, and in particular as part of the project entitled "Strengthening the capacities of national mechanisms for the advancement of women", the Division for the Advancement of Women of the Department of Economic and Social Affairs has been working on the following projects

of the United Nations organises sub-regional training courses, particularly in West Africa, on "gender mainstreaming in national planning and budgeting". As far as the background to this project is concerned, it should be noted that by signing up to the Beijing Platform for Action, adopted in 1995 at the end of the Fourth World Conference on Women, the governments of the signatory countries accepted gender equality and the emancipation of women as fundamental principles of sustainable human development. They therefore committed themselves to mainstreaming gender in all their development efforts and to implementing specific policies and programmes aimed at reducing inequalities between women and men. This twin-track strategy is known as "gender mainstreaming". Gender mainstreaming involves analysing policies and programmes to determine whether they affect women and men differently, and adjusting them to ensure that actions contribute to achieving the goal of gender equality. At its forty-third session in 1999, the United Nations Commission on the Status of Women reviewed national machineries for the advancement of women and recognised in its agreed conclusions that, in order to be effective, *"these machineries must have clear mandates, be located at the highest possible level, be accountable and work in partnership with civil society, with a transparent political process, adequate financial and human resources and strong and sustained political will"* (E/1999/27, sect. B, draft resolution IV, chap. II, para. 4).

At the United Nations, the Division for the Advancement of Women of the Department of Economic and Social Affairs is responsible for the implementation of the outcome documents of the Fourth World

Conference on Women and the follow-up to the Conference. It has created a database of national mechanisms for the advancement of women. These data are updated regularly and, according to the most recent figures, national mechanisms for the advancement of women have been set up in 155 countries.

In addition to the support it provides to intergovernmental bodies as part of the follow-up to the Conference, the Division works with national mechanisms for the advancement of women and gender mainstreaming to strengthen their capacity to implement the Conference's recommendations. Among its support activities, it has organised, under the aegis of the Development Account, a series of workshops as part of a project entitled "Strengthening the capacities of national mechanisms for the advancement of women" to promote gender equality in African countries. Eleven pilot countries are involved: Cameroon, Chad, Ethiopia, Ghana, Guinea, Malawi, Mali, Mauritania, Morocco, Rwanda and Swaziland. The theme chosen for the workshops is "gender mainstreaming in national planning and budgeting".

**With regard specifically to Cameroon, the diagnosis notes, among other things, that :**

**(a)-As regards mechanisms and procedures for gender mainstreaming,** since 1984 the country has had a Ministry responsible for the status of women, which works closely with the Ministries responsible for planning and public investment, the Prime Minister's Office and the Ministry responsible for the budget. These ministries have gender focal points appointed by ministerial decree. In theory, civil service salaries are the same for men and women in the various categories. However, there is no equal opportunities recruitment policy for women and the proportion of women in government remains low. It is difficult for women to reach high levels of decision-making. Some key procedures are not gender-sensitive. For example, when both members of a couple are civil servants, the family allowance is generally paid into the husband's account. On the other hand, since the abolition of marital authorisation, women civil servants have easier access to further training. Understanding of the concept of gender and its various implications remains highly variable at national level, and this poses the real problem of how to take it into account in the planning and budgeting processes. There are few training plans for gender issues. The University of Buéa has a department dealing with gender issues which plays an important role in the training of national executives.

**(b)-Concerning gender in planning and budgeting,** the political commitment is quite present in all the speeches of the President of the Republic. Equality between women and men is one of the objectives of national policy (a government option on the instructions of the President of the Republic). Planning mechanisms (the State's broad guidelines and priorities), poverty reduction strategies and sectoral strategies provide opportunities. Sectoral plans and strategies are the essential basis for planning and budgeting. The budget conferences and interministerial pre-conferences, which are key stages in the preparation of the budget and favourable frameworks for gender mainstreaming, are based mainly on the circular from the Head of State setting out the guidelines and the letter from the Prime Minister Head of

Government setting out the Ministry's budget envelope and the priorities for the budget process (in preparation). **But at present, the master plan that defines the planning and budgeting process (in seven stages) is not clear as regards gender issues.** The difficulties in taking gender into account in the budget are mainly linked to cross-cutting management. **Gender is not integrated into fiscal and monetary policies.** The different contributions of women and men are not taken into account as such in the budgeting process. Women's fiscal and economic contributions are not all taken into account in national revenues. **The indicators used remain very macro-economic and quantitative and do not include qualitative aspects that are more likely to highlight inequalities and the real contributions of women and men to the country's economy.**

**(c)-With regard to the concept of gender in development programmes and projects,** a number of specific projects aimed at women have been set up directly by the Ministry responsible for the status of women or by sectoral ministries, especially in the areas of food security, health for all and community development, and there are several centres for the advancement of women and appropriate technologies (aimed at reducing the arduousness of women's work). To this must be added micro-credit in the villages from the savings of women's associations. These projects remain fairly dependent on funding from development partners and donors. For the implementation of programmes and projects, the current mechanisms for awarding contracts call for competition and are not discriminatory de jure. The texts are a priori neutral in terms of gender. De facto, the award conditions are a source of inequality because they do not take into account the disadvantaged situation of women.

**Following this diagnosis, Cameroon has set itself the strategic goal of integrating gender into the budgetary process by 2005.** An intermediate objective is to ensure a gender perspective in the implementation of sectoral strategies for 2004. Building institutional capacity in gender is a strategic priority. To achieve this goal, the participants proposed the following actions:

- (i)-Drawing up a document to popularise gender in order to better explain the concept, the approach and the various analysis tools;**
- (ii) - Development of training programmes on gender issues and selection of target groups such as the Ministries of Finance, Health, Education, Agriculture, Planning and the Economy;**
- (iii) Raising awareness through dialogue with representative political structures, pressure groups, civil society and grassroots communities;**
- (iv) Setting up a mechanism for coordinating and monitoring the implementation of sectoral strategies with a view to mainstreaming gender in the 2005 budget;**
- (v)-Evaluation to identify the strengths and weaknesses of integration;**
- (vi)-Improving the master plan from a gender perspective ;**
- (vii) Gender mainstreaming in the preparation of the 2005 budget.**

The monitoring of this approach provided for particular attention to be paid to the achievement of the specific objective and the intermediate objective. However, this initiative did not prosper.

In 2021 (March, April and September), the International Monetary Fund's (IMF) Regional Technical Assistance Centre for Central Africa (AFRITAC) worked alongside the Government of Cameroon to identify the entry points for gender-responsive budgeting (GRB) in the budget process. On this occasion, tools for GRB and the overall architecture of the Gender Responsive Budget Document (GRBD) were defined, prioritising the establishment of essential links between the budget and the reduction of gender inequalities. This also provided an opportunity to analyse how gender is taken into account in ministerial budgets. In addition, the budget analysis carried out by the pilot administrations, initially confined to examining Medium-Term Expenditure Frameworks (MTEFs) from an explicit gender perspective, was deepened and broadened to cover all the determinants of expenditure. AFRITAC's teams also reviewed the methodology for classifying and categorising expenditure according to gender sensitivity developed by the Ministry for the Promotion of Women and the Family (MINPROFF), on the basis of international best practice, giving priority to the self-assessment carried out by each sectoral Administration which has detailed knowledge of its planning and programming (ex-ante marking) and elements relating to execution (expost marking). AFC's support enabled the Cameroonian authorities to produce, for the first time, a gender-sensitive budget document as an appendix to the 2022 finance bill. Over the years, this document was to become even better at documenting policies to reduce gender inequalities. AFC has put forward a number of recommendations and indications in this regard.

In 2020, Cameroon embarked on its new National Development Strategy for Structural Transformation and Inclusive Development (SND30). The SND30 is based on three (03) fundamental guidelines, namely: (a) a mix of import/substitution and export promotion based on the comparative advantages of the national economy; (b) a strategic and pragmatic State which puts in place facilities for the emergence of the private sector as the main driver of economic growth and carries out targeted interventions in highly strategic sectors; (c) a link between indicative planning and imperative planning combining the fairly restrictive format of five-year planning and the indicative format of strategic planning. The overall objectives of the NDS30 are in particular to: (i) to put in place conditions conducive to economic growth and the accumulation of national wealth, and to ensure that the structural changes required for the country's industrialisation are achieved; (ii) to improve people's living conditions and their access to basic social services by ensuring a significant reduction in poverty and underemployment; (iii) to strengthen measures to adapt to and mitigate the effects of climate change and environmental management in order to guarantee sustainable and inclusive economic growth and social development. To achieve these objectives, the Government's priorities will focus in particular on the energy industry, the agro-industry, the digital sector, the Forestry-Wood, Textiles-Manufacturing-Leather, Mining-

Metallurgy-Steel, Hydrocarbons-Petrochemicals-Refining, Chemicals-Pharmaceuticals and Construction-Professional-Scientific-Technical Services sectors and non-financial services.

SDN30 comes at a time when the constraints mentioned above, which have seriously hampered the achievement of the DSCE objectives, have not been lifted:

-The Cameroonian economy continues to face the harmful implications of the Coronavirus-19 (COVID-19) health crisis,

- The country is in debt crisis and has entered into a new Structural Adjustment Programme with the International Monetary Fund (IMF) under the Extended Credit Facility (ECF) and the Extended Fund Facility (EFF). This new Economic and Financial Programme (PEF), which offers budgetary support to restore the balance of public finances, is based on five pillars, namely: (1) mitigating the health, economic and social consequences of the Covid-19 pandemic, while ensuring domestic and external sustainability; (2) strengthening good governance and enhancing transparency and the framework for the fight against corruption; (3) accelerating structural budget reforms to modernise tax and customs administrations, mobilise revenue, improve public finance management, increase the efficiency of public investment and reduce the budget risks associated with public enterprises; (4) strengthen debt management and reduce debt-related vulnerabilities; and (5) implement structural reforms to accelerate economic diversification, strengthen resilience and financial inclusion, and promote gender equality and a greener economy,

We feel it is important to point out that in the **Chemical-Pharmaceutical** sector, the objective of the NDS30 is to build a competitive local chemical and pharmaceutical industry, integrated into the Cameroonian economy, to serve the national and regional market. The main objectives are (i) the promotion, through public procurement and other appropriate means, of an industrial fabric of innovative, dynamic and growing SMEs in the chemical-pharmaceutical sector, and encouraging synergies between them by grouping them into sectoral and territorial clusters; (ii) the development, within the framework of the integrated hydrocarbons-refining sector, of a downstream segment for the production of basic chemical materials and polymers at competitive costs; (iii) the development, within the framework of the integrated palm oil and rubber sectors, of segments enabling the supply of basic products to the cosmetics and oleo-chemical industries; and (iv) the development of the pharmaceutical industry.

In the light of the above, and in view of the major role assigned to the Ministry of Public Health (**MINSANTE**) in the NDS30, in this case in the health sector, and in view of **MINSANTE**'s missions, it has become necessary to implement the gender-sensitive health budgeting policy in the Medium-Term Expenditure Frameworks (MTEFs) of this ministerial department.

It is important to remember that Law 2007/006 of 26 December 2007 on the State's financial regime institutes Results-Based Management (RBM) of public resources through the introduction of the Programme Budget structured around Medium-Term Expenditure Frameworks (MTEFs). Article 18(3) of this law enshrines the institutionalisation of the Programme Budget, which is a public finance

management tool that consists of drawing up, presenting and executing the Finance Act on the basis of Budget Programmes that meet the social demand for public policies within the remit of the Ministerial Department. In this context, the implementation of the Programme Budget is structured around a chain of responsibility that requires regular assessments of the progress made towards achieving objectives. Furthermore, Circular No. 00000006/C/MINFI of 30 December 2022 on instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the implementation of the budget of the State and other Public Entities for the financial year 2023 has, among other things, as its major axes: (i) the compliance of expenditure commitments of the Public Investment Budget including resources transferred under decentralisation, and (ii) the monitoring-evaluation of the performance of budget programmes as well as other programmes and projects.

## **2 - PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST**

The purpose of this Notice of Call for Expression of Interest is the pre-selection of service providers to participate in the Restricted Call for Tenders for the development of the Gender Responsive Budgeting Strategy for health in Cameroon.

## **3 - FINANCING AND ALLOTMENT**

The financing of the above-mentioned services will be borne by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Health for the 2023 financial year, and consists of a single lot.

## **4 - DESCRIPTION OF SERVICES**

The services to be provided are :

- A report on the current state of gender budgeting in health and the environment in which it is evolving;
- The diagnostic report on existing gender-sensitive budgeting in health and on the environment in which it is evolving;
- The report on strategic choices for gender-sensitive budgeting in health and new areas of intervention and a restructuring of the players in the health system, taking account of Cameroon's institutional architecture (administrative, legal and statutory framework), socio-economic structures and the various constraints that the country has to face at the same time; and the related monitoring and evaluation mechanism;
- A report on proposals for revising the gender budgeting policy in the light of the Strategic Performance Framework (SPF) and the Mapping of MINSANTE Programmes.

## **5- PARTICIPATION AND ORIGIN**

This Notice of Call for Expressions of Interest (AMI) is addressed to consultancy firms established in Cameroon, with the necessary resources and proven expertise in the provision of similar services.

Specifically, the following qualifications are required:

- Be an approved design office in compliance with tax regulations;

- Demonstrate the administrative, technical and financial capacity required, in particular:
  - Submit an administrative file that complies with the specifications in point 5 below;
  - Have equipment and personnel compatible with the services to be provided;
  - Proven experience in carrying out similar projects

#### **6 - APPLICATION FORM**

Candidates must provide the following documents, presented in two (02) parts, written in French or English, produced in six (06) copies, including one (01) original and five (05) copies marked as such, contained in a closed and sealed envelope, bearing no stamp or indication of the identity of the tenderer. The first envelope, known as "Envelope A", will be marked "Administrative Documents" and will contain the following documents:

##### **6-1 "Envelope A: Administrative file**

<b>PART N°</b>	<b>DESIGNATION</b>
A1	The grouping agreement, if applicable;
A2	The signing authority, if applicable;
A3	A tax compliance certificate issued by the tax administration less than three months old;
A4	certificate of non-bankruptcy issued by the Registries of the Court of First Instance of the bidder's domicile (original);
A5	A bank domiciliation certificate from the bidder (original);
A6	A certificate of non-temporary or definitive exclusion from public procurement, issued by the body responsible for regulating public procurement (original).
A7	A certificate for CNPS submission (original) dated less than three months from the date of signature of said certificate;
A8	The commercial register;
A9	Stamped registration certificate;
A10	Location plan signed on honor.

NB: the absence or non-conformity of any of the aforementioned documents will result in the elimination of the candidate. These documents may be produced in the form of certified photocopies by the departments issuing the said documents.

##### **6-2 "Envelope B: TECHNICAL File**

The second envelope, known as "envelope B", will be marked "technical offer". It will contain all the documents relating to the competence and general references of the tenderers placed in the order indicated in the following table:

<b>N°</b>	<b>DOCUMENTS AND METHODOLOGY</b>
B1	References of the Technical Design Office (BET): the candidate will present the references while specifying the list of the fields of its specialisation, of its experience for the services provided for in the present notice over the last ten (10) years. In order to be validated, each reference must be supported by the following information: - the name of the project owner; - copies of the extract from the signed contracts (first and last pages); - the place where the project was carried out; - a copy of the technical

	acceptance report or the certificate of satisfactory performance issued by the project owner or its departments or the certificate of release of the performance bond; - the name of the Project Manager.
B2	A methodological note: this methodological note, which is a strategic orientation note, describes the approach to be followed in carrying out the said services; the stages in the approach to be followed; the timetable for carrying out the assignment: the BET must propose a detailed timetable for the activities to be carried out in carrying out the services.
B3	<p><b>CLE STAFF</b></p> <p>Design Firms, Groups of Associated Consultants or the Technical Design Office (BET) must have a multidisciplinary team of Experts with proven knowledge in the field of this service and must prove that they are available for the duration of the assignment.</p> <p>The team will be made up of key personnel specialised as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>A Head of Mission:</b> an economist or statistician (5 years' higher education or more) with at least ten (10) years' general experience and five (05) years' experience in budgeting studies.</li> <li>➤ <b>A senior economist:</b> He/she should have an MBA or at least a degree in economics (preferably 5 years' higher education or equivalent), with a specialisation or experience in business economics. In addition, he/she must have experience in Cameroon in the implementation of public financing policies.</li> <li>➤ <b>A statistics expert:</b> Engineer (3 years' higher education or more) with at least ten (10) years' general experience and five (05) in the field of finance and/or gender studies;</li> <li>➤ <b>A gender expert:</b> Engineer or equivalent (3 years' higher education or more) with at least ten (10) years' general experience and five (05) in the field of gender studies;</li> <li>➤ <b>A Health Economist:</b> With at least five (05) years' general experience and three (03) in the field of health studies;</li> <li>➤ <b>A demographer:</b> University degree (Bac+3) with at least five (05) years general experience and three (03) in the field of social science studies.</li> </ul>
B4	<p><b>Equipment and logistics</b></p> <p>The applicant will provide a list of the technical and material resources to be put in place, and in particular :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A liaison vehicle;</li> <li>- Computers</li> <li>- A printer</li> <li>- Calculation and mapping software;</li> <li>- Office equipment,</li> <li>- Computer consumables;</li> </ul>

## 7. Evaluation criteria

### 7.1 Elimination criteria

- Non-compliant or incomplete technical file;
- False declaration or falsified documents ;
- Technical score less than 70 points out of 100 .

### 7.2 Essential criteria

- 1- Presentation of the offer: 2 pts
- 2- Methodology: 25 pts
- 4- Experience of the firm in similar work: 10 pts

5- Experience of the Experts assigned to the mission: 60 pts

6- List of justified equipment: 3 pts

Only candidates who obtain a technical score of at least seventy (70) points out of one hundred (100) at the end of the evaluation will be pre-qualified for subsequent restricted national invitations to tender.

**Grading grid**

The technical file will be assessed out of 100 points according to the following scoring grid:

N°	EVALUATION CRITERIA	REPAIR	NOTATION	
			POINT	SUB-TOTAL
1	BET references	General experience in studies (2 pts/contract)	2	10
		Specific experience of the BET in relation to the assignment (similar services) (at least two projects) :	8	
2	Methodology	Methodological note	10	25
		Understanding the mission	5	
		Staff mobilisation schedule	5	
		Activity timetable	5	
<b>PERSONNEL TO BE HIRED FOR THE MISSION</b>				
3	Head of mission	Economist or Statistician	2	10
		At least 05 years' experience in budgeting studies	2	
		Have already participated in at least three similar projects (2 pts /project)	6	
4	A senior economist	Bac+05 or higher in economics with specialisation in health economics	2	10
		01 year's experience in public policy economics	2	
		Have already managed at least three similar projects (2 pts /project)	6	
5	An expert in Statistics	Bac+03 or higher	2	10
		At least 05 years' experience in the field of finance/gender studies	2	
		Have already participated in at least three similar projects (2 pts /project)	6	
6	A gender expert	(bac+3 or more)	2	10
		at least five (05) years' experience in the field of gender studies	2	
		Have already managed at least three similar projects (2 pts /project)	6	
7	A health economist	5 years' higher education in economics	2	10
		At least five (05) years' general experience and three (03) in the field of health studies	2	
		Have already managed at least three similar projects (2 pts /project)	6	
8	A demographer	Bac+3 level	2	10
		At least five (05) years of general experience and three (03) in the field of social science studies	2	
		Have already managed at least three similar projects (2 pts /project)	6	
9		A liaison vehicle ;	1	3
		Calculation and mapping software;	1	

	The consultant's logistical and technical resources	Office and computer equipment ;	1	
10	Presentation of the file	General summary	1	2
		Documents listed in order of contents	0.5	
		Insert colour other than white	0.5	
Total			100	100

### 8 - SUBMISSION OF APPLICATIONS

Each expression of interest file, comprising: volume 1 (administrative file) and volume 2 (technical file), drawn up in French or English and in five (05) copies, one (01) original and three (04) copies, must reach the Financial Resources and Assets Department of the Ministry of Public Health, Tel: +237 22.22.10.21, no later than 04 SEPT 2024, local time, and be deposited against receipt. The administrative and technical files must be placed in a single envelope marked :

"CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N° D/13-2024 /AAMI/MINSANTE/SG/DRFP  
DU 08 AOUT 2024 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO CARRY OUT A STUDY ON GENDER BUDGETING IN THE HEALTH SECTOR IN CAMEROON".

### 9 - ADDITIONAL INFORMATION

Further information can be obtained during working hours from the Directorate of Financial Resources and Heritage of the Ministry of Public Health, Tel/FAX. +237 22.22.10.21, as soon as this notice is published.

Yaoundé, 08 AOUT 2024

The Minister for Public Health

#### Amplifications :

- MNVAP(for information)
- MINSANTE/CAB- SESP/CAB
- SG/MINSANTE
- ARMP (JDM)
- DRFP (For archiving)
- Sec CIPM (For information)
- SOPECAM (for publication)
- Service des marchés (for display)



*Dr. Maranda Malachie*